NEW YORK, Etats-Unis, 12 septembre (Infosplusgabon - Les enfants et les jeunes migrants et réfugiés qui tentent de rallier l'Europe sont confrontés à des niveaux effrayants de violations des droits de l'homme.

77 pour cent de ceux qui empruntent la route de la Méditerranée centrale rapportant avoir été victimes de mauvais traitements, d'exploitation, ainsi que de pratiques pouvant s'apparenter à la traite des êtres humains, ont indiqué ce mardidans un nouveau rapport l'UNICEF et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Le rapport intitulé "Un voyage épouvantable", révèle que si tous les migrants et réfugiés sont exposés à des risques élevés, les enfants et les jeunes en déplacement sont bien plus vulnérables que les adultes âgés de 25 ans et plus.

Ils courent en effet un risque d'exploitation et de traite deux fois plus élevé que ces derniers le long de la route de la Méditerranée orientale, et supérieur de 13 pc sur celle de la Méditerranée centrale.

Aimamo, un jeune Gambien de 16 ans non accompagné, dont les propos ont été recueillis dans un centre de réfugiés en Italie, raconte qu'à son arrivée en Libye, il a été forcé par des individus pratiquant la traite à travailler pendant des mois dans des conditions épuisantes.

"Si vous essayez de vous enfuir, ils vous tirent dessus. Si vous arrêtez de travailler, ils vous frappent. On nous traitait comme des esclaves. À la fin de la journée, on nous enfermait dans une pièce".

Le rapport se fonde sur les témoignages de quelque 22.000 migrants et réfugiés interrogés par l'OIM, parmi lesquels environ 11.000 enfants et jeunes.

"Malheureusement, il est désormais courant que les enfants qui empruntent les routes de la Méditerranée soient victimes d'abus, de traite, de violences physiques et de discriminations", déclare la directrice régionale de l'UNICEF, Afshan Khan, par ailleurs Coordonnatrice spéciale pour la crise des réfugiés et des migrants en Europe.

"Les dirigeants européens doivent mettre en place des solutions durables, notamment des voies de migration sécurisées et légales, créer des couloirs de protection et trouver des alternatives à la détention des enfants migrants".

"Pour échapper à la violence, à l'instabilité ou à la pauvreté à laquelle elles sont confrontées dans leur pays d'origine, certaines personnes n'ont d'autre choix que se lancer dans un périple dangereux, tout en sachant qu'elles risquent de payer le prix de cette décision de leur dignité, de leur bien-être et parfois même, de leur vie", explique le directeur régional de l'OIM pour l'UE, la Norvège et la Suisse, Eugenio Ambrosi.

"Sans l'ouverture de voies migratoires plus officielles, toute autre mesure restera relativement inefficace. Nous devons également retrouver une approche de la migration fondée sur le respect des droits humains, une démarche qui passe notamment par le renforcement des mécanismes d'identification et de protection des personnes les plus vulnérables tout au long du processus migratoire, quel que soit leur statut juridique", estime-t-il.

Toujours d'après le rapport, si tous les enfants qui empruntent ces routes migratoires courent des risques considérables, ceux originaires d'Afrique subsaharienne sont bien plus menacés par l'exploitation et la traite que ceux venant d'autres régions du monde, avec un risque de respectivement 65 pc contre 15 pc le long de la route de la Méditerranée orientale et de 83 pc contre 56 pc sur celle de la Méditerranée centrale. Une différence qui serait à mettre principalement sur le compte du racisme.

Il ressort également de l'enquête que les enfants et les jeunes voyageant seuls ou pendant de longues périodes, ainsi que ceux possédant les niveaux d'éducation les plus bas, courent eux aussi un risque élevé de tomber entre les mains de trafiquants ou d'organisations criminelles et donc d'être victimes d'exploitation au cours de leur périple.

D’après le rapport, la route de la Méditerranée centrale est particulièrement dangereuse, car la plupart des migrants et des réfugiés qui empruntent cette route traversent la Libye, un pays où règnent l’anarchie, les milices et la criminalité.

De plus, après avoir payé entre 1 000 et 5 000 dollars américain en moyenne pour entreprendre le voyage, les jeunes arrivent souvent en Europe endettés, une situation qui les rend encore plus vulnérables.

Aussi, le rapport appelle-t-il toutes les parties concernées, à savoir les pays d’origine, de transit et de destination, l’Union africaine, l’Union européenne, les organisations internationales et nationales, à mettre en œuvre, avec l’appui de la communauté des donateurs, une série d’actions prioritaires.

Parmi ces actions, on note la création de circuits migratoires sûrs et licites pour les enfants en déplacement ; le renforcement des services de protection des enfants migrants et réfugiés, que ce soit dans les pays d’origine, de transit ou de destination ; la mise en place de solutions alternatives à la détention des enfants migrants ; l’adoption d’une approche transfrontalière, afin de mettre un terme à la traite et à l’exploitation des êtres humains, ainsi que la lutte contre la xénophobie, le racisme et la discrimination à l’égard de tous les migrants et réfugiés.

Pour protéger les enfants migrants et réfugiés et garantir leur bien-être, l'UNICEF continue d'enjoindre les gouvernements à adopter son plan d'action en six points, qui consiste à :

1. protéger les enfants réfugiés et migrants, en particulier les enfants non accompagnés, de l'exploitation et de la violence ;

2. mettre fin à la détention des enfants migrants ou demandant le statut de réfugié en proposant d'autres solutions pratiques ;

3. préserver l'intégrité des familles - le meilleur moyen de protéger les enfants et de leur donner un statut juridique ;

4. permettre à tous les enfants réfugiés et migrants de continuer à apprendre et leur donner accès aux services de santé et à d'autres services de qualité ;

5. insister pour que des mesures soient prises afin de combattre les causes sous-jacentes des mouvements massifs de réfugiés et de migrants ;

6. promouvoir des mesures de lutte contre la xénophobie, la discrimination et la marginalisation dans les pays de transit et de destination.

FIN/INFOSPLUSGABON/LOI/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon